

COMMISSION PARITAIRE POUR LE SECTEUR SOCIO-CULTUREL

CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL DU 13 NOVEMBRE 2001 OCTROYANT UNE ALLOCATION DE FOYER ET DE RESIDENCE DANS LE SECTEUR DE L'ANIMATION SOCIALE

CHAPITRE 1ER: CHAMP D'APPLICATION

Article 1er. La présente convention collective de travail s'applique aux travailleurs et aux employeurs des institutions et des établissements de l'animation sociale agréés et subventionnés par le secteur public flamand.

Par travailleurs, on entend le personnel ouvrier et employé, masculin et féminin, notamment les membres du personnel administratifs et logistiques tels que fixé à l'article 4 de la CCT du 13 novembre 2001 relative à l'harmonisation des barèmes.

CHAPITRE II: OCTROI DE L'ALLOCATION DE FOYER OU DE RESIDENCE

Article 2. Une allocation de foyer est octroyée:

1. aux travailleurs cohabitant effectivement avec un partenaire, sauf lorsqu'une telle allocation est octroyée à leur partenaire, quel que soit son régime.

Lorsque l'allocation de foyer pourrait être octroyée à l'un ou l'autre partenaire, elle est octroyée au partenaire ayant le salaire annuel brut le plus bas, à base d'un emploi à temps plein.

En cas de montants annuels égaux, les partenaires peuvent décider de commun accord qui sera le bénéficiaire de l'allocation de foyer.

Pour les personnes non mariées, la cohabitation doit être justifiée par une attestation délivrée par le service de population de la commune.

2. aux autres membres du personnel qui ont une ou plusieurs enfants à charge, pour lesquels ils reçoivent des allocations familiales.

Une allocation de foyer est octroyée aux membres du personnel qui ne reçoivent pas d'allocation de résidence.

Article 3. Le montant annuel de l'allocation de foyer et de résidence, dépendante du salaire annuel brut, est fixée selon le tableau ci-après :

Salaire annuel brut	Allocation de foyer	Allocation de résidence
Jusqu'à 19.576,18 euros	895,09 euros	447,55 euros
Jusqu'à 22.214,76 euros	447,55 euros	223,77 euros

(montants au 01-09-2000 à 124,34%)

Lorsque le salaire annuel brut d'un travail dépasse le montant limite de 19,576,18 euros respectivement 22.214,76 euros, son salaire brut, augmenté de l'allocation de foyer ou de résidence correspondante, ne peut pas être inférieur au montant limite, augmenté de l'allocation de foyer ou de résidence correspondante. Jusqu'à concurrence de la différence, l'allocation qu'il reçoit est augmentée ou il reçoit une allocation partielle.

Article 4. §1. L'allocation de foyer ou de résidence est octroyée aux membres du personnel ayant des prestations de travail incomplètes, en proportion avec ces prestations.

§ 2. L'allocation de foyer ou de résidence est payée mensuellement, avec le salaire du mois pour lequel elle est due. Lorsqu'au cours du mois, le droit à l'allocation de foyer ou de résidence se modifie, le régime le plus avantageux sera appliqué pour tout le mois.

Lorsque, pour le mois, un salaire mensuel complet n'est pas dû, l'allocation est payée selon les mêmes conditions que le salaire, cela veut dire au prorata de l'emploi pendant ce mois.

NEERLEGGING-DÉPÔT | REGISTR.-ENREGISTR. |
10-01-2002 | 11-03-2002 | NR. N°

62384/60323

§ 3. Pour les travailleurs à temps partiel, le salaire à prendre en compte pour le calcul au prorata de l'allocation de foyer ou de résidence est celui qui serait octroyé si l'emploi à temps partiel du travailleur était un emploi à temps plein.

§ 4. En application des principes susmentionnés, l'allocation de foyer ou de résidence pour les travailleurs qui effectuent de différentes fonctions à temps partiel, doit être calculée sur le salaire pour chaque fonction individuelle, à convertir chaque fois en une fonction à temps plein, afin d'en connaître le montant, sans que le montant total puisse s'élever à plus que ce qui est octroyé comme allocation de foyer ou de résidence, s'il s'agissait d'un emploi à temps plein.

§ 5. L'allocation est calculée sur les barèmes, sans tenir comptes de primes, suppléments ou d'autres suppléments salariaux.

§ 6. L'allocation est soumise aux cotisations pour l'Office national de Sécurité sociale et est ajoutée à la masse salariale totale pour le calcul du pécule de vacances.

Article 5. L'allocation de foyer n'est payée qu'après présentation d'une déclaration sur l'honneur signée par le membre du personnel concerné, en double, dont un modèle se trouve en annexe. A ces fins, l'employeur remet un tel exemplaire au travailleur concerné.

Article 6. La présente convention collective de travail entre en vigueur à partir du 1/1/2001 et est conclue pour une durée indéterminée.

Elle peut être dénoncée par chacune des parties, moyennant un préavis de trois mois, notifié par courrier recommandé au président de la Commission paritaire pour le secteur socio-culturel.

Article 7. Jusqu'au 31 décembre 2001, les montants mentionnés à l'article 3 sont fixés comme suit:

Salaire mensuel brut	Allocation de foyer	Allocation de résidence
Jusque 789.701 francs	36.108 francs	18.054 francs
Jusque 896.141 francs	18.054 francs	9.027 francs

(montants au 01-09-2000 à 124,34%)

Annexe

Les formulaires dont le modèle suit, doivent être remplis, selon la situation, par le travailleur quand il (elle) souhaite bénéficier d'une allocation de foyer.

Formulaire A:

Si l'époux (épouse) ou la personne avec qui le travailleur masculin ou féminin cohabite:

- est occupé dans le secteur public ou privé où le régime de l'allocation de foyer n'est PAS d'application;
- est indépendant;
- n'exerce aucune activité professionnelle;
- est demandeur d'emploi.

Formulaire B:

- si le travailleur masculin ou féminin est isolé avec des enfants à charge;
- si l'époux (épouse) ou la personne avec qui le travailleur masculin ou féminin cohabite est occupé dans le secteur public ou privé où le régime de l'allocation de foyer est d'application.

Formulaire A: Déclaration sur l'honneur

Par la présente déclaration sur l'honneur, le travailleur signataire, demandeur d'une allocation de foyer, confirme qu'il a pris connaissance des dispositions générales et spécifiques relatives à l'octroi d'une allocation de foyer et de résidence.

Le soussigné déclare se trouver dans un des cas suivants:

(1)

marié ou cohabitant.

cohabitant avec un partenaire et ayant un ou plusieurs enfants à charge pour lesquels des allocations familiales sont octroyées et payées.

ALLOCATION DE FOYER: demande

	Travailleur qui introduit la demande	Epoux (épouse) ou personne avec qui le travailleur cohabite
	Le soussigné	
Nom et prénom		
Fonction		
Employeur		

(1) Prière de cocher la case adéquate.

Date:

Signature:

Formulaire B: Déclaration sur l'honneur

La présente déclaration sur l'honneur doit être remplie par le travailleur qui souhaite bénéficier d'une allocation de foyer. Par la présente déclaration sur l'honneur, le travailleur soussigné, demandeur d'une allocation de foyer, confirme qu'il a pris connaissance des dispositions générales et spécifiques relatives à l'octroi de l'allocation de foyer et de résidence.

Le soussigné déclare se trouver dans un des cas suivants:

(1)

isolé ayant des enfants à charge

marié ou cohabitant.

cohabitant avec un partenaire et ayant un ou plusieurs enfants à charge pour lesquels des allocations familiales lui sont attribuées et payées.

ALLOCATION DE FOYER: demande

	Travailleur qui introduit la demande	Epoux (épouse) ou personne avec qui le travailleur cohabite
	Le soussigné	
Nom et prénom		
Fonction		
Salaire (2)		

(1) Prière de cocher la case adéquate.

(2) Par salaire, on entend le salaire annuel brut à temps plein, sans tenir compte de suppléments et indemnités.

Date:

Signature:

4

PARITAIR COMITÉ VOOR DE SOCIOCULTURELE SECTOR

COLLECTIEVE ARBEIDSOVEREENKOMST VAN 13 NOVEMBER 2001 BETREFFENDE DE TOEKENNING VAN EEN HAARD- EN STANDPLAATSTOELAGE IN DE SECTOR VAN HET MAATSCHAPPELIJK OPBOUWWERK

HOOFDSTUK I: TOEPASSINGSGEBIED

Artikel 1. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werknemers en de werkgevers van de door de Vlaamse overheid sector erkende en gesubsidieerde instituten en instellingen van het maatschappelijk opbouwwerk.

Onder werknemers wordt verstaan, het mannelijk en vrouwelijk arbeiders- en bediendepersoneel, meer bepaald de administratieve en logistieke personeelsleden zoals bepaald in artikel 4 van de CAO van 13 november 2001 betreffende de baremieke harmonisering.

HOOFDSTUK II: TOEKENNING VAN DE HAARD- OF STANDPLAATSTOELAGE

Artikel 2. Een haardtoelage wordt toegekend aan:

1. de werknemers die effectief samenwonen met een partner, behalve wanneer aan hun partner, onder welk stelsel ook, een dergelijke toelage wordt toegekend.

Wanneer aan beide partners een haardtoelage zou kunnen worden toegekend, wordt deze toegekend aan de partner met het laagste brutojaarloon op voltijdse basis.

Bij gelijke jaarbedragen kunnen de partners met wederzijds akkoord bepalen wie van beiden begunstigde zal zijn van de haardtoelage.

Voor niet-gehuwden moet het samenwonen bewezen worden door een attest afgeleverd door de dienst bevolking van de gemeente.

2. De andere personeelsleden die één of meer kinderen ten laste hebben, voor wie zij kinderbijslag ontvangen.

Een standplaatstoelage wordt toegekend aan de personeelsleden die geen haardtoelage krijgen.

Artikel 3. Het jaarlijks bedrag van de haard- en standplaatstoelage wordt, afhankelijk van het brutojaarloon, vastgelegd volgens onderstaande tabel:

Brutojaarloon	Haardtoelage	Standplaatstoelage
Tot 19.576,18 euro	895,09 euro	447,55 euro
Tot 22.214,76 euro	447,55 euro	223,77 euro

(bedragen op 01-09-2000 aan 124,34%)

Indien het brutojaarloon van een werknemer het grensbedrag van 19,576,18 euro respectievelijk 22.214,76 euro overschrijdt, kan zijn brutoloon, vermeerderd met de overeenstemmende haard- of standplaatstoelage, niet minder bedragen dan het grensbedrag, vermeerderd met het bedrag van de overeenstemmende haard- of standplaatstoelage. Ten belope van het verschil wordt de hem toegekende toelage vermeerderd of wordt hem een gedeeltelijke toelage toegekend.

Artikel 4. §1. De haard- of standplaatstoelage wordt aan personeelsleden met onvolledige dienstprestaties toegekend, in evenredigheid met deze prestaties.

§ 2. De haard- of standplaatstoelage wordt maandelijks betaald, samen met het loon van de maand waarvoor zij verschuldigd is. Wanneer in de loop van de maand het recht op de toelage wijzigt, wordt het voordeligste stelsel voor de volledige maand toegepast.

Wanneer voor de maand geen volledige maandloon verschuldigd is, wordt de toelage betaald volgens dezelfde voorwaarden als het loon, d.w.z. pro rata de tewerkstelling in deze maand.

NEERLEGGING-DÉPÔT

REGISTR.-ENREGISTR.

10-01-2002

11-03-2002

NR.
N°

61384/61329

§ 3. Voor deeltijdse werknemers bedraagt het in aanmerking te nemen loon voor de pro rata berekening van de haard- of standplaatstoelage dat wat zou worden toegekend indien de werknemer een voltijdse betrekking zou hebben.

§ 4. In toepassing van voormelde beginselen dient de haard- of standplaatstoelage voor de werknemers die verschillende deeltijdse functies uitoefenen, berekend te worden op het loon voor elke functie afzonderlijk, telkens om te zetten in een voltijdse functie, om het bedrag ervan te kennen, zonder dat de totale som echter meer mag bedragen dan wat aan haard- of standplaatsvergoeding zou worden toegekend indien het één voltijdse betrekking zou zijn.

§ 5. De toelage wordt berekend op de loonschalen, zonder rekening te houden met premies, toeslagen of andere weddesupplementen.

§ 6. De toelage is onderworpen aan de bijdragen voor de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid en wordt bij de totale loonmassa gevoegd voor de berekening van het vakantiegeld.

Artikel 5. De haardtoelage wordt slechts betaald na voorlegging van een door het betrokken personeelslid ondertekende verklaring op eer, in dubbel exemplaar, waarvan model als bijlage. Te dien einde bezorgt de werkgever aan de betrokken werknemer een dergelijk exemplaar.

Artikel 6. Deze collectieve arbeidsovereenkomst treedt in werking met ingang van 1/1/2001 en is gesloten voor onbepaalde duur.

Zij kan door elk van de partijen opgezegd worden met een opzeggingstermijn van drie maanden gericht bij een ter post aangetekend schrijven aan de Voorzitter van het Paritair comité voor de socioculturele sector.

Artikel 7. Tot 31 december 2001 worden de bedragen, vermeld in artikel 3, vastgelegd als volgt:

Brutojaarloon	Haardtoelage	Standplaatstoelage
Tot 789.701 frank	36.108 frank	18.054 frank
Tot 896.141 frank	18.054 frank	9.027 frank

(bedragen op 01-09-2000 aan 124,34%)

Bijlage

De formulieren waarvan het model hierna volgt, dienen naar gelang van de situatie door de werkne(e)m(st)er te worden ingevuld wanneer hij (zij) een haardtoelage wil genieten.

Formulier A:

Indien de echtgen(o)ot(e) of persoon met wie de werkne(e)m(st)er samenwoont:

- tewerkgesteld is in de openbare of privé-sector waar het stelsel van de haardtoelage NIET van toepassing is;
- zelfstandig is;
- geen enkele beroepsactiviteit uitoefent;
- werkloos is.

Formulier B:

- indien de werkne(e)m(st)er alleenstaande is met kinderlast;
- indien de echtgen(o)ot(e) of persoon met wie de werkne(e)m(st)er samenwoont tewerkgesteld is in de openbare of privé-sector waar het stelsel van de haardtoelage WEL van toepassing is.

Formulier A: Verklaring op erewoord

Deze verklaring op eer moet worden ingevuld door de werknemer die een haardtoelage wil. Met deze verklaring op erewoord bevestigt de ondertekenende werknemer, aanvrager van een haardtoelage, dat hij kennis genomen heeft van de algemene en specifieke beschikkingen inzake de toekenning van de haard- en standplaatsvergoeding.

De ondergetekende verklaart zich in één van de volgende gevallen te bevinden:

(1)

gehuwd of samenwonend.

samenwonend met een partner en met één of meer kinderen ten laste waarvoor kinderbijslag wordt toegekend en uitbetaald.

HAARDTOELAGE: aanvraag

	Werknemer die de aanvraag indient	Echtgeno(o)t(e) of persoon met wie de werknemer samenwoont
:	De ondergetekende	
Naam en voornaam		
Functie		
Werkgever		

(1) Gelieve aan te kruisen wat past.

Datum:

Handtekening:

Formulier B: Verklaring op erewoord

Deze verklaring op eer dient te worden ingevuld door de werknemer die wenst te genieten van een haardtoelage. Met deze verklaring op erewoord bevestigt de ondertekenende werknemer, aanvrager van een haardtoelage, dat hij kennis genomen heeft van de algemene en specifieke beschikkingen inzake de toekenning van de haard- en standplaatsvergoeding.

De ondertekende verklaart zich in één van de volgende gevallen te bevinden:

(1)

alleenstaande met kinderlast

gehuwd of samenwonend.

samenwonend met een partner en met één of meer kinderen ten laste waarvoor kinderbijslag wordt toegekend en uitbetaald.

HAARDTOELAGE: aanvraag

	Werknemer die de aanvraag indient	Echtgeno(o)t(e) of persoon met wie de werknemer samenwoont
:	De ondertekende	
Naam en voornaam		
Functie		
Wedde (2)		

(1) Gelieve aan te kruisen wat past.

(2) Onder wedde verstaat men het voltijds brutojaarloon, zonder rekening te houden met toelagen en vergoedingen.

Datum:

Handtekening: